

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction
départementale de la protection
des populations

ARRETE

portant **autorisation** d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service
prévention des risques
environnementaux
N°IC 2007/0611
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Officier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 juin 1993 modifié au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « EARL DE PONT ROUZ », autorisant l'exploitation à SAINT-CONNAN au lieu-dit « Galbouan d'en Bas » d'un élevage avicole de 111546 animaux équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 111546 poules pondeuses œufs de consommation ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1993 modifié au titre de l'installation classée « EARL DE PONT ROUZ » l'autorisant à exploiter à PLUSSULIEN sur le site de « Kersousès » un élevage avicole d'une capacité maximale de 65000 animaux équivalents ;
- VU l'arrêté préfectoral du 16 juin 1994 modifié au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « EARL DE PONT ROUZ », autorisant l'exploitation à SAINT-CONNAN d'un élevage avicole de 49000 animaux équivalents répartis sur deux sites « Pont Rouz » 25500 poules pondeuses et « Galbouan d'en Haut » 23500 poules pondeuses ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2005 réglementant au titre de l'installation classée « LE DIOURON Jean-Yves » l'exploitation d'un élevage avicole à BOURBRIAC sur le site de

- « Langoat Dour » d'une capacité maximale de 26000 animaux équivalents (poules pondeuses) ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le récépissé de déclaration délivré le 3 mars 2011 au titre de l'installation classée « EARL DU GARNEL » relatif à l'exploitation d'un élevage avicole à BOURBRIAC au lieu-dit « Galbouan d'en Bas » de 24000 animaux équivalents (poules pondeuses en cages sur lisier).
- VU la demande présentée le 26 décembre 2011 par l'installation classée « **E.A.R.L. DE PONT ROUZ** », sise « Pont Rouz » à SAINT CONNAN, en vue de :
- la restructuration interne d'un élevage porcin autorisé avec rapatriement de 23500 poules pondeuses en provenance du site de "Galbouan d'en Haut", de 4260 poules pondeuses du site de "Pont Rouz", de 5600 poules pondeuses du site de "Kersouès"
 - la restructuration externe suite à la reprise d'un élevage avicole autorisé le 30 novembre 2005 au nom de LE DIOURON Jean-Yves pour 26000 animaux équivalents (poules pondeuses) avec transfert et à la reprise partielle (soit 20693 poules pondeuses) d'un atelier avicole déclaré le 3 mars 2011 au nom de l'EARL DU GARNEL pour 24000 animaux équivalents, avec transfert soit un total de 182260 animaux équivalents (poules pondeuses),
 - la mise à jour de la gestion des déjections avec export de la totalité des effluents après transformation ;
 - la construction d'un hangar de stockage des fientes de 900 m2
 - l'aménagement d'un séchoir séconov dans un ancien poulailler
 - la construction d'un poulailler neuf pouvant recevoir 101260 poules., à Saint-Connan au lieu-dit « Galbouan d'en Bas » (Sections ZB n° 40 et 42);
- VU les arrêts préfectoraux des 3 mai 2012 et des 29 août 2012 portant ouverture d'une enquête publique ;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 25 mai 2012 au 25 juin 2012 et du 21 septembre 2012 au 22 octobre 2012 et le registre d'enquête tenu à disposition du public pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations,
- VU la saisine des conseils municipaux de KERPERT, PLESIDY, SAINT CONNAN , SAINT GILLES-PLIGEAUX et SENVEN-LEHART;
- VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer en date du 20 février 2012,
- VU la saisine le 20 février 2012 du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile ;
- VU la saisine de l'agence régionale de la santé le 20 février 2012 ;
- VU la saisine de l'avis de l'autorité environnementale le 20 février 2012 ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 11 janvier 2013 ;
- VU la présentation de la demande devant le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques réuni en séance le 25 janvier 2013 ;

CONSIDERANT que la demande prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'autorité environnementale n'a pas émis d'observation sur le dossier présenté ;

CONSIDERANT l'avis favorable du commissaire enquêteur et qu'aucune observation écrite ou orale n'a été enregistrée ;

CONSIDERANT l'avis favorable de l'inspecteur des installations classées,

CONSIDERANT l'avis favorable émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,

CONSIDERANT que la restructuration projetée engendre une diminution de la production de 20% des effectifs transférés ;

CONSIDERANT que la totalité des déjections sera transférée dans des régions dont la charge en azote organique est moindre qu'en Bretagne ;

CONSIDERANT que la restructuration souhaitée permet d'améliorer les conditions d'élevage des animaux et les conditions de travail ;

CONSIDERANT que les nouveaux équipements sont réalisés en respectant les meilleurs techniques disponibles pour la protection de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **E.A.R.L. DE PONT ROUZ** » dont le siège social se situe à SAINT CONNAN au lieu-dit « Pont Rouz » à exploiter au lieu-dit « Galbouan d'en Bas » (sections ZB n° 40 et 42) à SAINT CONNAN, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, **un élevage avicole dont la capacité maximale est de 182260 animaux équivalents en présence simultanée, répartis en 182260 poules pondeuses (œufs de consommation en cage avec séchage).**

Il est également donné acte à l'éleveur de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également, en annexe de l'élevage, à cette adresse, une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 5 tonnes par jour.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n°2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions définies ci-dessous.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE (POULAILLERS ET ANNEXES).

2.1. *Aménagement et exploitation des bâtiments :*

2.1.1. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.2. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.5. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.1.6. - Les écrans de végétation existants autour de l'installation seront conservés et complétés avec des plantations à hautes tiges.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation du(des) poulailler(s) et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES.

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement par séchoir. Le stockage sera réalisé dans un hangar de 900 m² situé en annexe de son installation.

3.1 - *Installation.*

– L'installation permettra de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui devra répondre à la norme NFU 42 001.

3.1.1. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.1.2. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

3.1.3. - La durée d'entreposage sur le site des fientes sera inférieure à un an.

3.1.4. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle au plus tard lors de la mise en service du nouveau poulailler.

3.2. - *Exploitation - entretien.*

3.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.2.3. Contrôle et suivi de fabrication.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.3.1. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

- les quantités de fientes traitées,
- les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place,
- les résultats d'analyses physico-chimiques réalisées.

3.2.3.3. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.3.4. Toute modification du procédé de fabrication doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.3.5. Pour les effluents qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3.2.4 Utilisation de l'engrais organique.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les engrais organiques

doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants:

- **Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.**

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les **six mois**, une recherche de métaux lourds : **cadmium, cuivre, plomb, zinc.**

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : **E.coli**, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches **datant de moins de six mois** devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

3.3. Gestion des flux - Traçabilité.

Une convention est établie avec un prestataire de service qui assure la mise sur le marché **pour 1 827 tonnes** de d'engrais organique par an soit 73 086 unités d'azote et 55 954 unités de phosphore.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m³, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative.

ARTICLE 4 - MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES. (M.T.D.)

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 5 – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVE AU FORAGE

L'exploitant sera autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect, des dispositions suivantes :

- Un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages sera réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse portera au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées ;
- La protection en tête du forage devra être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- Les eaux de ruissellement devront être détournées de la tête de forage ;
- Le forage ne devra pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;
- L'interconnexion avec le réseau public sera interdite;
- L'eau ne sera pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.
- A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des Installations Classées

ARTICLE 6. - RESORPTION.

La résorption mise en place sur l'exploitation est de :

- 101 706 unités d'azote qui seront transférées dans des cantons dont la charge en azote organique est inférieure à 140 u/N/ha.

ARTICLE 7 -

La décision préfectorale susvisée du 25 juin 1993 modifiée (le 10 novembre 2009) ainsi que celle du 30 novembre 2005 au nom de LE DIOURON Jean-Yves sont abrogées.

ARTICLE 8 –

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 9 –

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 10 -

.Une copie du présent arrêté sera

- déposée à la mairie de SAINT-CONNAN pour y être consultée ,
- affichée à la mairie de SAINT-CONNAN pendant une durée minimum d'un mois.
- affichée en permanence de façon visible, par les soins de l'exploitant, sur le site de l'exploitation,
- mise en ligne sur le site de la préfecture.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 11 -DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3, Contour de la Motte – 35044 – RENNES Cédex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les demandeurs et les exploitants ;

dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, ou, le cas échéant, dans le délai de six mois suivant la mise en service effective de l'installation.

ARTICLE 12-

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le sous-préfet de Guingamp, le Maire de SAINT-CONNAN et le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de KERPERT, PLESIDY, SAINT-GILLES PLIGEAUX et SENVEN LEHART.

05 FEV. 2013

SAINT-BRIEUC, le

LE PREFET,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général,

Gérard DEROUIN